

PROLOGUE

ENTERRÉS VIFS

Philippines. Ultimes mois de la Seconde Guerre mondiale. Le général Yamashita Tomoyuki mène d'inutiles combats d'arrière-garde dans les montagnes de Luzon. Au même moment, une poignée de princes japonais de haut rang entreprennent de camoufler dans les cavernes et les tunnels avoisinants des tonnes de lingots d'or et autres trésors volés dans l'intention de venir les y rechercher plus tard. Il s'agit là de richesses accumulées par douze pays d'Asie au cours de milliers d'années. Mêlées aux forces japonaises, des équipes spécialisées avaient systématiquement fait main basse sur les trésors, le contenu des banques, des usines, des bureaux de prêt, des galeries d'art, dépouillant les particuliers tandis que les chefs du gangstérisme japonais rançonnaient la pègre asiatique et s'emparaient des richesses de son économie parallèle. Comme si un aspirateur géant avait écumé l'Asie de l'Est et du Sud-Est. 175 trésors « impériaux » se trouvaient ainsi dissimulés dans toutes les Philippines. Lorsque les chars américains arrivèrent à moins de trente kilomètres de Bambang, les 175 ingénieurs en chef, gardiens de ces souterrains, donnèrent une soirée d'adieu à soixante-dix mètres sous terre dans le tunnel n° 8 où s'alignaient d'innombrables rangées de lingots d'or. Le saké coula à flots. On chanta à tue-tête des refrains patriotiques entrecoupés de « Banzâi ! ». A minuit, le général Yamashita s'éclipsait en compagnie des princes avant que les charges de dynamite n'exploient, condamnant l'entrée des tunnels et ensevelissant à jamais les ingénieurs qui s'y trouvaient. L'existence de ces souterrains devait demeurer secrète. Les princes s'enfuirent à Tokyo en sous-marin. Trois mois plus tard, le général Yamashita se rendait aux forces américaines. Le Japon avait certes perdu la guerre sur le plan militaire, mais

les princes s'étaient assurés que leur pays ne perde rien sur le plan financier.

Ces sinistres événements sont restés ignorés jusqu'à ce jour. La mention du trésor caché ne suscitait que des haussements d'épaules. Aux yeux de tous, l'« or de Yamashita » n'aurait été rien d'autre qu'une amusante légende. Mais, depuis lors, un témoin oculaire de l'ensevelissement nous a conduit sur les lieux et nous a raconté sa version des événements. Ce témoin philippin, Ben Valmores, avait été affecté pendant la guerre comme valet au service d'un prince de haut rang chargé de clore définitivement les différents sites disséminés dans les Philippines. Faisant preuve d'un rare accès de sentimentalité, ce prince lui permit de quitter le tunnel en sa compagnie avant que n'explorent les charges de dynamite, lui épargnant ainsi la vie. Notre témoin, âgé de plus de soixante-dix ans lorsque nous l'avons interviewé, nous a relaté au cours de longs mois de discussions ce qu'il avait vécu, de 1943 à 1945, aux côtés de ce grand personnage¹.

Il nous a fallu près de quinze ans de rencontres et de dialogue avant d'être en mesure de poser à Ben les questions pertinentes. Nous savions qu'il avait servi comme valet de chambre sous les ordres d'un prince impérial mais, également, qu'il avait juré le secret et prétendait ne le connaître que sous son *nom de guerre*, « Kimsu Marakusi ». Ce surnom pouvait parfaitement appartenir à une douzaine de princes ou de membres de la petite noblesse. Le pillage de l'Asie s'était effectué sous le contrôle du prince Chichibu, frère d'Hiro-Hito. Le nom de code de son organisation était *kin no yuri* (Lys d'Or), titre d'un poème composé par l'empereur lui-même. D'autres princes dirigeaient les différentes sections de l'organisation à travers les territoires occupés. Grâce à des sources japonaises, nous avons fini par apprendre que le maître de Ben n'était autre que le prince Takeda Tsuneyoshi, cousin de l'empereur Hiro-Hito et petit-fils de l'empereur Meiji. C'est en 1998 que nous avons montré à Ben des photos datant des années 1930. Elles représentaient un certain nombre de princes dont les noms avaient été cachés. Cela n'empêcha nullement notre témoin d'identifier sans la moindre hésitation le prince Takeda, les princes Chichibu et Mikasa, frères de l'empereur, ainsi que le prince Asaka qui commandait les troupes japonaises au cours du sac de Nankin. Ben nous affirma leur

avoir servi à tous des repas, du thé et des cigarettes tandis qu'ils dressaient l'inventaire des richesses contenues dans les sites. Venant de ce paysan qui n'avait jamais quitté son pays, l'identification ne manqua pas de nous convaincre. Ben s'était raidi à la vue de la photo du prince Takeda avant d'entonner la vieille chanson japonaise *Sakura, Sakura* (« Les cerisiers en fleur ») que son ancien maître avait l'habitude de fredonner.

Alors que nous mettions la dernière main à un ouvrage intitulé *La Dynastie du Yamato*, consacré à la famille impériale japonaise, nous avons appris qu'en octobre 1945, des agents des renseignements américains avaient découvert où se trouvait une partie du butin caché par les Japonais aux Philippines. Sans être aucunement inquiétés, ils s'emparèrent des milliards de dollars de lingots d'or et de platine ainsi que de diamants. Cette information, si elle se vérifiait, révélait l'existence d'un extraordinaire secret d'État, un fait que le gouvernement américain avait caché à ses citoyens pendant plus d'un demi-siècle. Le temps nous manquait pour inclure ces nouveaux éléments dans notre biographie. Il convenait d'abord de mener des recherches distinctes. Voici donc une partie de ce que nous avons découvert :

Le 2 octobre 1945, après avoir reçu l'avis officiel de la reddition du Japon, le général Yamashita et les officiers de son état-major quittèrent les positions qu'ils défendaient encore dans la poche lointaine de Kiangan. Ils rendirent ensuite leurs épées au comité d'accueil composé d'officiers de l'armée américaine sous le commandement du major A.S. « Jack » Kenworthy, de la police militaire, qui procéda à leur arrestation et les fit escorter vers la New Bilibad Prison, proche de Manille.

En raison des atrocités commises quelques mois plus tôt par les marins et les fusiliers de l'amiral Iwabuchi Kanji avant de quitter la capitale sur ordre de Yamashita, le général fut accusé de crimes de guerre. C'était la toute première fois dans l'histoire que les États-Unis, en tant que puissance souveraine, accusaient d'un tel forfait un général d'une nation vaincue. Ni les pillages ni les richesses ne furent évoquées au cours du procès. Mais nous savons désormais que, derrière cette façade, d'autres événements se déroulaient en secret. Puisqu'il était impossible de torturer le général Yamashita à l'insu de ses avocats, des membres de son état-major furent torturés à sa place. Le major Kojima Kashii, son chauffeur, bénéficia d'une attention particulière. Cet homme avait conduit la voiture de Yamashita depuis le jour d'octobre

¹ * En français dans le texte. (NdT).

1945 où le général était arrivé de Mandchourie pour prendre le commandement de la défense des Philippines. Un officier philippino-américain des renseignements répondant au nom de Severino Garcia Santa Romana – surnommé Santy par ses amis – était chargé de la torture du major Kojima. Il voulait connaître le moindre endroit où ce dernier avait emmené Yamashita et où avaient été dissimulés l'or en barre ainsi que les autres trésors entreposés en vue d'une future récupération.

Santy travaillait sous les ordres du capitaine Edward G. Lansdale qui, par la suite, allait devenir l'un des plus ardents zélés de la guerre froide. Agé de 37 ans à son arrivée à Manille en septembre 1945, Lansdale était jusque-là un personnage particulièrement insignifiant. Rédacteur dans une agence de publicité, il avait passé toute la guerre à San Francisco à rédiger de la propagande en faveur de l'OSS et à prendre du bon temps. La fermeture de l'OSS ordonnée en septembre 1945 par le président Truman représentait la chance de sa vie. Désireux de préserver les capacités des services de renseignements américains, le général William Donovan, chef de l'OSS, avait réparti le personnel dans divers postes de l'armée et de l'administration. Le capitaine Lansdale était l'un des cinquante membres de l'OSS qui eurent la chance d'être affectés à la section G-2 de l'armée américaine aux Philippines. C'est là que Lansdale entendit parler du traitement infligé par Santy au chauffeur du général Yamashita et qu'il décida d'assister aux séances en tant qu'observateur.

Au début du mois d'octobre, Kojima finit par craquer et par mener Lansdale et Santy visiter une douzaine de souterrains de l'organisation Lys d'Or, situés dans une région accidentée au nord de Manille. Ce qu'ils y trouvèrent allait susciter l'étonnement de tous, du général Douglas MacArthur à la Maison Blanche.

Tandis que Santy et ses équipes se disposaient à ouvrir le premier de ces souterrains, Lansdale s'envolait pour Tokyo afin d'informer le général MacArthur de la situation et se rendre ensuite à Washington pour en faire de même avec le président Truman. Après avoir consulté son cabinet, Truman décida de faire de cette découverte un secret d'État.

Ces événements allaient considérablement modifier la physionomie de la guerre froide. Selon des hauts fonctionnaires de l'administration américaine et certains officiers supérieurs de l'armée, le gouvernement

Truman a dissimulé ce butin comme il l'avait fait de celui accumulé par l'Axe en Europe. Grâce à lui, il a pu constituer des fonds destinés à financer les actions secrètes menées contre le communisme au cours de la guerre froide. Pour dire les choses sans ambages, ces fonds allaient servir à corrompre des chefs d'État et des militaires, ainsi qu'à acheter des votes en faveur des partis politiques anticommunistes. Dans le contexte de l'époque, cette idée semblait se justifier. L'Union soviétique soutenait alors des mouvements socialistes et communistes dans le monde entier.

L'institution d'un financement destiné à l'action politique internationale est une idée du secrétaire à la Guerre Henry L. Stimson. Au cours du conflit, Stimson avait rassemblé un groupe de travail chargé de réfléchir à l'utilisation qu'on pourrait faire du butin de l'Axe après la guerre. On y trouvait John McCloy et Robert Lovett, les assistants de Stimson, ainsi que le consultant Robert B. Anderson. McCloy devait être nommé plus tard à la tête de la Banque mondiale tandis que Lovett deviendrait secrétaire à la Défense, et Anderson, secrétaire du Trésor. La solution qu'ils proposèrent était de créer ce qu'on appela par la suite de façon informelle le Black Eagle Trust, d'après l'emblème de l'aigle noir qui ornait la Reichsbank de Hitler à Berlin. Le projet fut d'abord débattu en secret au cours du mois de juillet 1944, tandis que quarante-quatre nations se rencontraient à Bretton Woods, New Hampshire, pour jeter les bases de l'économie d'après-guerre. Ce fait nous a été confirmé par un certain nombre d'informateurs de haut niveau, dont l'ancien directeur adjoint de la CIA, Ray Cline. Informé dès 1945 des découvertes de Santy, cet homme fut chargé au cours des années 1980 et 1990 de cacher une grande partie du butin japonais dans les coffres de la Citibank de New York ainsi que dans d'autres établissements bancaires.

On nous a fait comprendre que ces récupérations ont considérablement modifié le rapport des forces en faveur de l'Amérique au cours de la guerre froide. Selon certains hauts fonctionnaires de l'administration et certains officiers supérieurs de l'armée américaine, le gouvernement Truman mit ce trésor de côté en compagnie du butin récupéré en Europe pour alimenter un fonds secret destiné à combattre le communisme. Washington et ses alliés eurent ainsi accès à des sommes presque illimitées pour financer des opérations secrètes. Cet or clandestin permit de renforcer les finances de certains gouvernements démocra

tiques et fut généralement utilisé de manière fort imaginative. Quoi que nous puissions en penser aujourd'hui, l'idée paraissait se justifier à une époque où l'Union soviétique apportait son concours à tous les gouvernements socialistes et communistes, armait et finançait des mouvements de guérilla, renversait des gouvernements affaiblis par la guerre et mettait l'existence même du monde non communiste en péril. La plupart de nos lecteurs seront aussi étonnés que nous l'avons été par cette information. Si certains approuveront de tout coeur la décision de Truman, d'autres pourraient en être troublés. L'approbation ou la condamnation de ce choix sortent du cadre de cet ouvrage. Il n'en demeure pas moins que la décision fut prise après de longues discussions et en l'âme et conscience des responsables. Elle n'a d'ailleurs pas été prise par le seul Truman. Le projet avait déjà été lancé par le président Roosevelt (il s'appliquait alors à la récupération du butin nazi et fasciste en Europe). A la mort de Roosevelt, Truman se retrouva hériter du programme. Ses décisions ne concernent que les énormes quantités de lingots discrètement récupérés dans les souterrains japonais situés sur le territoire américain des Philippines. L'unique objet de cet ouvrage est de soulever le voile de secret qui recouvre ce moment de l'histoire et d'en examiner les conséquences imprévues.

En novembre 1945, ayant achevé sa mission d'information auprès du président Truman, Lansdale retourna au Japon en compagnie de Robert B. Anderson. Après de nouvelles discussions à Tokyo, le général MacArthur accompagna Anderson et Lansdale à Manille où ils firent le tour des souterrains que Santy venait de faire ouvrir. On raconte qu'Anderson et MacArthur parcoururent des rangées entières de barres d'or hautes de deux mètres. Ce seul spectacle suffisait à faire comprendre que le Japon avait pillé des milliards de dollars au cours des dernières années. Une partie de ces richesses était parvenue jusqu'au Japon *via* la Chine et la Corée, mais le reste avait été caché aux Philippines car le blocus imposé par les sous-marins américains ne permettait pas de le convoier par mer. Selon les dires de Ray Cline et de certains autres, entre 1945 et 1947, les lingots récupérés par Santy et Lansdale furent discrètement transférés sur 172 comptes en banque répartis dans 42 pays. Les raisons du secret imposé étaient évidentes. Si l'existence de cette gigantesque masse d'or volé n'était connue que d'un cercle extrêmement restreint d'initiés, les pays et les particuliers spoliés

ne risquaient pas d'en réclamer la restitution. Truman avait reconnu que l'existence même de cet or, si elle venait aux oreilles du public, entraînerait la chute du taux fixé à 35 dollars l'once à la conférence de Bretton Woods. Sachant que les monnaies d'un grand nombre de pays étaient dépendantes du dollar et que ce dernier était lui-même lié à l'or, le cours de ces monnaies s'effondrerait à l'instant et un désastre financier ne manquerait pas de s'ensuivre. Tant que l'existence de cet or demeurerait secrète, son prix resterait à 35 dollars l'once et le cours des monnaies qui lui étaient liées ne changerait pas. Pendant ce temps, les barres d'or permettraient de renforcer les gouvernements des pays anticommunistes et de soutenir leurs banques commerciales. Par sécurité, l'or placé dans ces banques avait une affectation déterminée et strictement limitée. Ce système permettait à Washington d'exercer à l'occasion des pressions sur les gouvernements et les banques centrales et commerciales. Tant qu'un pays et ses dirigeants coopéreraient avec les États-Unis et se tiendraient à leurs côtés dans la guerre froide, l'or dormant servirait de financement occulte au clientélisme. Des bons au porteur garantis sur l'or et d'autres produits financiers dérivés serviraient à acheter ou à corrompre. On ferait ainsi bénéficier certaines personnes – ou leurs familles – des revenus d'un fidéicommiss. Dans les mains habiles d'hommes comme Anderson et McCloy, les possibilités paraissaient illimitées. Lorsque de nouvelles barres d'or sortaient des souterrains du Lys d'Or, une certaine quantité de ce métal était proposée dans le plus grand secret aux banques centrales ou à des groupes d'acheteurs privés.

Nous découvrirons dans les chapitres suivants les nombreuses occasions où ces fonds secrets sont remontés à la surface pour financer de vastes entreprises de corruption ou acheter des votes au cours d'élections. Les plus grandes banques ont tellement pris l'habitude de détenir des milliards en or dans leurs coffres qu'elles sont allées jusqu'à escroquer leurs propriétaires (ou leurs héritiers), avec pour résultat un nombre incroyable de procès.

Rétrospectivement, la récupération des trésors du Lys d'Or et la création du Black Eagle Trust paraissent un jeu d'enfant comparées à la difficulté de faire bon usage d'une telle quantité d'argent secret au service de la guerre froide.

Bien décidé à cacher l'existence de ce trésor, Washington se vit contraint de faire un certain nombre de mensonges. En particulier

concernant le Japon qui avait volé la plus grande partie de cet or. Les Etats-Unis souhaitaient que ce pays se transforme en un bastion de l'anticommunisme en Asie, région dont le continent était aux mains des communistes. Si les conservateurs, aussi bien américains que japonais, devaient s'allier devant ce péril, il leur faudrait d'importantes ressources financières pour mener à bien la guerre froide. Plus que tout, la source de cette richesse devrait rester à jamais secrète. À partir de 1945, Washington se vit dans l'obligation de répéter sans cesse que le Japon n'avait rien volé et s'était retrouvé en état de banqueroute à la fin de la guerre. Et voilà l'origine de tant de terribles secrets.

La « sécurité nationale » servit de prétexte à l'utilisation de l'or à des fins de corruption. Dépourvues de toute existence légale, des sommes énormes se sont retrouvées jusqu'à aujourd'hui aux mains de personnes douteuses. Nous sommes en mesure d'affirmer qu'en 1960, le vice-président Nixon a « offert » 35 milliards de dollars, aux dirigeants du Parti libéral démocrate japonais en échange de leur promesse d'en reverser une partie pour financer sa campagne présidentielle qui devait avoir lieu la même année. Cette masse d'argent, qui s'élèverait désormais à plus de 500 milliards de dollars est toujours sous le contrôle de trois « faiseurs de rois » du PLD. Voilà qui fait justice du prétexte de la « sécurité nationale ». Le vrai problème est celui des conflits d'intérêts. Il n'est guère souhaitable que Washington persiste à cacher cette information alors qu'il est si évident que des abus ont été commis, comme dans le cas de Nixon et du PLD. Le secret, c'est le pouvoir. Or le pouvoir corrompt. Et le pouvoir secret corrompt en secret.

Le voile qui recouvre ce sujet est aussi opaque aujourd'hui qu'il l'était soixante ans auparavant. Toutes les archives gouvernementales japonaises et américaines concernant cette affaire demeurent profondément enfouies et leur existence même formellement démentie. Le peu qui remonte à la surface est d'abord filtré afin d'en retirer tout ce qui pourrait impliquer des bureaucrates au cours d'un demi-siècle d'intense corruption. Aux États-Unis et en Grande-Bretagne, ceux qui se sont aventurés à trop enquêter sur les comptes bancaires clandestins, ou sur les fonds secrets tels que le M-Fund ont été, sans explications, arrêtés ou terrorisés par des agents du gouvernement.

Ainsi que le formulait élégamment Chalmers Johnson, spécialiste du Japon : « La guerre froide est terminée. Quoique les Etats-Unis aient cru nécessaire d'entreprendre pour la mener à bien, elle ne permet plus

der justifier l'ignorance de son coût et de ses conséquences. Désormais, la question n'est pas tant de savoir si le Japon risque de se tourner vers le socialisme ou le neutralisme, mais de comprendre pourquoi le gouvernement issu de cette longue période de dépendance envers les États-Unis est aussi corrompu, incapable et affaibli". »

Jusqu'ici, les pillages commis par le Japon se réduisaient officiellement à quelques vols et violences perpétrés par des soldats imbibés de boisson. Quelle absurdité ! Le Japon a pillé de manière encore plus organisée, plus systématique et plus consciencieuse que les nazis ne l'ont fait en Europe. En soi, ce pillage n'est pas une nouveauté. En 1860, les troupes britanniques et françaises chargées de mener une opération punitive en Chine du Nord se sont enivrées et, échappant à tout contrôle, ont pillé le magnifique palais d'Été, détruisant tout ce qu'elles ne pouvaient emporter. Elles finirent même par mettre le feu au palais et aux pavillons. Les soldats, incapables de croire à la réalité de tout l'or qu'ils trouvaient, en abandonnèrent la plus grande partie. Le commandant de cette opération conjointe était alors lord Elgin, le fils de l'homme qui avait fait retirer la frise du Parthénon d'Athènes. En 1900, les forces des grandes puissances, après avoir pénétré dans Pékin pour en chasser les Boxers qui y assiégeaient les Légations, prises d'une soudaine fureur, s'adonnèrent au pillage et aux destructions.

Les actes commis par le Japon entre 1895 et 1945 sont d'une tout autre nature. Il ne s'agit pas de pillages et de destructions perpétrés par une soldatesque ivre. Les Japonais étaient des gens sérieux, sobres et réfléchis. Le Lys d'Or a accordé la plus grande attention au milieu des triades, des sectes, des gangsters et, par-dessus tout, des réseaux de distribution des stupéfiants. Il a mis en place des méthodes systématiques d'extorsion, kidnappant, violant et mutilant les femmes et les enfants en vue d'obtenir la soumission de leurs familles.

On prétend officiellement que l'élite du Japon – c'est-à-dire la famille impériale, les zaibatsu, les yakusa et les bureaucrates « honnêtes » – se sont retrouvés sans le sou après la guerre, victimes d'une bande de « méchants » militaires fanatiques. On nous raconte que le Japon avait subi de grands dommages et se retrouvait terriblement appauvri, à peine en mesure de se nourrir. En réalité, le Japon est sorti de la guerre bien plus riche qu'avant et n'a subi que bien peu de dommages, si l'on oublie les maisons de papier de millions de Japonais

ordinaires qui comptaient pour rien, du moins aux yeux de leurs seigneurs et maîtres. Peu d'usines et d'immeubles ont été détruits ou même endommagés. Obnubilés par l'urgente nécessité de transformer le Japon en un bastion contre le communisme, Washington exonéra ses dirigeants, la famille impériale et l'élite financière de toute responsabilité dans la destruction et l'appauvrissement de douze pays. Seule une poignée de dirigeants fut exécutée, à titre de bouc émissaire. Certains d'entre eux furent même forcés de payer les pots cassés pour les autres. A la fin de l'occupation, tous les criminels de guerre japonais pour-suivis furent libérés, y compris les gangsters et les parrains qui avaient dirigé la plus gigantesque organisation de trafic de stupéfiants d'Extrême-Orient des années 1930 et 1940. Washington veilla à ce que le gouvernement du Japon retombe dans les mains de ceux qui avaient été à l'origine de cette guerre — comme si les Etats-Unis avaient réinstallé le parti nazi au pouvoir dans le Berlin d'après-guerre. Tout ceci fut financé par le butin récupéré et les profits tirés de l'Asie au cours de la guerre.

Dès le début de l'occupation américaine, le général MacArthur, le président Truman, John Foster Dulles et une poignée de « conseillers » étaient parfaitement informés de l'existence du butin et de l'extraordinaire richesse de l'élite japonaise. Dans un rapport officiel sur l'occupation préparé par les services de MacArthur et publié en 1950, on peut lire cet étonnant aveu : « L'une des tâches les plus spectaculaires de l'occupation consistait à rassembler et à mettre sous bonne garde l'immense tas d'or, d'argent, de pierres précieuses, de timbres de collection, d'estampes et de monnaies dont l'usage était interdit au Japon. Si la plus grande partie de cette richesse a été réunie et confiée à la garde de l'armée américaine par les fonctionnaires japonais, il n'en demeure pas moins que l'existence de caches secrètes était parfaitement connue. » Les collaborateurs de MacArthur, par exemple, avaient connaissance des 2 milliards de dollars de lingots noyés dans la baie de Tokyo.

Les services de renseignements américains découvrirent en 1946 les 13 milliards de dollars acquis grâce au pillage par le parrain du milieu Kodama Yoshio qui, en tant que « contre-amiral » du Lys d'Or pour la Chine et l'Asie du Sud-Est, était chargé de dépouiller la pègre des territoires occupés. Kodama avait versé 100 millions de dollars à la CIA

pour sortir de la prison de Sugamo et éviter des poursuites, somme qui avait rejoint les coffres du M-Fund. Kodama avait ensuite financé la création des deux partis politiques qui devaient ensuite fusionner pour former le Parti libéral démocrate (PLD).

En Amérique, des documents légaux fournissent également des preuves de l'existence du trésor du Lys d'Or. Ainsi l'homologation du testament de Santa Romana, la vérification de ses déclarations d'impôts et l'état de sa fortune aux États-Unis, en Suisse, à Hongkong et en d'autres lieux prouvent assez que le monde est inondé de comptes bancaires secrets issus du Lys d'Or. A la mort de Santa Romana, certains de ses comptes en or les plus importants furent transférés au nom du major général Edward G. Lansdale.

John Reed, président et *Chief Executive Officer* de la Citibank, est apparu au cours des procès comme le personnage clé des étranges mouvements de capitaux sur les comptes secrets de Santa Romana. C'est Melvin Belli, célèbre procureur de San Francisco, qui a lancé des poursuites contre Reed et Santa Romana. Dans une lettre adressée au rédacteur en chef du *Sun* de Las Vegas, Belli déclarait : « Cela peut paraître incroyable, et j'ai d'ailleurs eu moi-même beaucoup de mal à le croire de prime abord, mais je suis désormais persuadé que d'importantes banques internationales détenaient des dépôts (au nom de Santa Romana). » Voici des extraits de l'acte d'accusation de Belli : « Le défendeur John Reed, président et *Chief Executive Officer* de la Citibank, a agi en fer de lance dans la conversion de l'or détenu par [Santa Romana]. [...] Reed et la Citibank ont vendu systématiquement et vendent encore cet or à des acheteurs, utilisant le produit de ces ventes à leur usage personnel. [...] Les tenants et les aboutissants de cette affaire font partie d'autres actions en cours que nous serons amenés à commenter en détail. »

Les autres actions judiciaires menées aux États-Unis démontrent que le butin de guerre du Lys d'Or était bien caché aux Philippines. Rogelio Roxas, serrurier philippin, a découvert un bouddha en or massif d'une tonne et des milliers de barres du même métal cachés dans un souterrain avant de se les faire voler par le président Ferdinand Marcos. Le pauvre Roxas devait être ensuite torturé et assassiné. En 1996, le jugement d'un tribunal fédéral américain condamna la succession Marcos à verser 45 milliards de dollars à ses héritiers. Des preuves écrasantes sont apparues dans cette affaire.

Une autre bataille juridique extraordinaire est celle de l'ancien procureur général adjoint Norbert Schlei, qui se bat à présent pour sa survie après avoir été « épinglé » par le département du Trésor américain alors qu'ils menait une enquête sur le M-Fund du Japon. Désormais sous le contrôle de « faiseurs de rois » âgés du PLD, dont l'ancien Premier ministre Nakasone Yasuhiro, le fonds a servi à corrompre ou indemniser, permettant ainsi de maintenir le statut du Japon comme nation à parti unique et interdisant toute réforme importante. Les factions rivales du PLD qui s'affrontent pour le contrôle du M-Fund ont souvent eu recours au meurtre pour garder son existence secrète. Désireux d'augmenter le M-Fund tout en taisant sa réalité, l'ancien Premier ministre Tanaka Kakuei décida d'émettre des milliards en billets à ordre, appelés des « 57 » parce qu'ils avaient été émis en 1982, 57^e année du règne d'Hiro-Hito. Washington et Tokyo ont nié avec véhémence l'existence de ces « 57 », mais nous sommes en mesure de fournir la preuve qu'ils ont été imprimés et fabriqués par le ministère des Finances lui-même. Nous sommes également en mesure de révéler qu'au moment où l'on piégeait Norbert Schlei en l'accusant d'avoir négocié des « 57 », l'ancien secrétaire d'État Alexander Haig réussissait à en négocier un lui-même avec le membre du PLD Takeshita Noburu, négociation facilitée par une lettre personnelle du président Bush adressée à Takeshita. Tout ceci montre assez que selon que vous serez puissant ou misérable, les instruments financiers sont authentiques ou contrefaits.

Le halo de mystère qui entoure le trésor amassé par le Lys d'Or et récupéré par les Etats-Unis a méthodiquement berné les citoyens japonais et américains. Ces mensonges et ces mystifications ont totalement invalidé le traité de paix signé en 1951 avec le Japon. En conséquence, des milliers de victimes du Japon se sont retrouvées privées de justes dédommagements pour ce qu'elles ont enduré.

Désireux d'éviter au Japon d'avoir à payer des réparations, John Foster Dulles rencontra en privé trois Japonais avec lesquels il travailla aux termes du traité. L'un d'eux, Miyazawa Kiichi, est aujourd'hui ministre des Finances. Selon l'article 14 du traité, « il est reconnu que le Japon devrait payer des réparations aux puissances alliées pour les torts et les souffrances que ce pays a causés durant la guerre. Mais il est également reconnu que les ressources du Japon sont actuellement

insuffisan^{tes} ». Dans le but d'étayer l'idée que le Japon se trouvait à court d'argent, l'article 14 ajoutait que « les puissances alliées et leurs ressortissant^s renoncent à toutes réparations pour les actes commis par le Japon ». En signant ce traité, les nations alliées contribuaient à faire disparaît^{re} les pillages perpétrés par le Japon comme par magie, et tant pis pour les victimes. Pour les remercier de souscrire à ce traité, les Alliés reçurent une part de l'or recouvré par Santa Romana. (Dans cet ouvrage, vous lirez le témoignage de Cline, ancien directeur adjoint de la CIA. Il affirme que l'or récupéré par Santy et Lansdale avait été livré en secret aux Trésors publics et aux principales banques de plus de quarante-deux pays, y compris la Grande-Bretagne. Vous pourrez également consulter les archives britanniques confirmant ces affirmations)

Il a fallu aux victimes de l'Holocauste nazi près de soixante ans d'efforts concertés pour récupérer leurs biens conservés dans des banques suisses, pour obtenir des réparations en échange des années d'esclavage passées dans de gigantesques conglomerats, parmi lesquels Volkswagen, et pour retrouver les oeuvres d'art arrachées aux murs de leurs demeures et de leurs bureaux. Ce succès, de même que le 50^e anniversaire de la reddition du Japon, n'ont pas manqué d'encourager d'autres victimes à raconter leur histoire et exiger des compensations. Grâce à leur témoignage, nous en savons de plus en plus sur le Lys d'Or. Les victimes du Japon s'éveillent aux poursuites judiciaires et à l'action collective dans des proportions jusqu'ici inimaginables.

Un demi-siècle plus tard, la dernière bataille de la guerre du Pacifique se mène dans les prétoires des tribunaux américains et japonais où d'anciens prisonniers de guerre, des travailleurs forcés, des femmes de réconfort et des victimes civiles exigent les milliards de dollars qui leur furent si mystérieusement refusés après la guerre. On a estimé, en 1995, que 700 000 victimes de la guerre n'avaient toujours pas reçu de réparation. Leur nombre diminue aujourd'hui rapidement en raison de l'âge et de la maladie. Ils sont soutenus par une extraordinaire coalition^{co} imposée, entre autres, de grands cabinets d'avocats internationaux rompus aux poursuites contre les industries allemandes et les banques suisses, contre les crimes commis et l'argent pillé au cours de l'Holocauste. L'un des principaux acteurs en est Edward D. Fagan, procureur à New York, célèbre pour avoir obtenu récemment des dédommagements pour une valeur d'un milliard de dollars en faveur de survi

vants du Génocide. On peut également mentionner Martyn Day, conseiller juridique à Londres, qui a tracé la voie en poursuivant le Japon au nom de milliers de victimes britanniques ou appartenant au Commonwealth. Les gouvernements – dont celui de la Grande-Bretagne – soucieux de mettre le holà à ce flot de poursuites s'empres- sent de proposer des dédommagements forfaitaires aux victimes afin d' acheter leur silence.

Mais le département d'État et le ministère de la Justice s'appuient encore sur les termes du traité de paix de 1951 pour empêcher les anciens prisonniers de guerre et les travailleurs forcés de poursuivre le gouvernement japonais ou les conglomérats immensément riches qui ont profité de leur labeur. Invoquant l'article 14, le département d'État fait tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher les prisonniers de guerre qui ont travaillé pour Mitsubishi, Mitsui et Sumitomo d'intenter des procès. En juin 2000, au cours des auditions devant le Sénat américain, le président Orrin Hatch a interdit au département d'État et au ministère de la Justice d'affirmer que le traité de 1951 dénie tout droit aux victimes. « Voulez-vous prétendre que notre gouvernement fédéral n'a qu'à dire : "Vous, les Marcheurs de la Mort de Bataan, vous qui avez été maltraités, allez au diable, nous allons vous dépouiller de vos droits parce que nous avons le pouvoir absolu de le faire" ? [...] Sur le plan constitutionnel, un gouvernement peut-il retirer des droits à ses concitoyens sous prétexte qu'il l'a écrit dans un traité ? [...] Nous ne demandons pas au gouvernement japonais de payer. Nous demandons que les entreprises qui ont commis les crimes et dont certaines sont aujourd'hui multimilliardaires en dollars payent.»

Pendant l'administration Clinton, l'ambassadeur américain Thomas Foley s'acharna à refuser des dédommagements aux travailleurs forcés. Il affirmait avec entêtement que « le traité de paix interdit de réclamer quoi que ce soit au Japon ». Christopher J. Lafleur, son chef de mission adjoint, se faisait l'écho de cette affirmation en toute occasion. Les victimes ne furent pas sans remarquer que l'épouse de Foley travaillait comme consultante chez Sumitomo, l'un des plus importants conglomérats japonais, profondément impliqué dans le travail forcé durant la guerre et cible d'éventuelles poursuites. Plus grave encore, peut-être : la femme de Lafleur était la fille de Miyazawa, le ministre des Finances, l'un des trois Japonais qui avaient négocié en secret avec Dulles le traité

der 1951. Les conflits d'intérêts ne semblent pas constituer des obstacles éthiques à une nomination diplomatique au Japon. Peut-être en est-ce même une condition.

Au Congrès américain, on s'efforce aujourd'hui de réinterpréter l'article 14 de telle sorte que les victimes soient en mesure de poursuivre leurs actions en justice. Mais il ne s'agit là que du commencement. Il existe aujourd'hui assez de preuves de la collusion financière entre Washington et Tokyo dans la période de l'après-guerre pour justifier des auditions devant le Congrès et une enquête du General Accounting Office. Après un demi-siècle de mensonges et de secret, il est temps de retirer le cache-sexe de la « sécurité nationale ».

Au cours des dix-huit années que nous avons consacrées à l'étude de ce sujet, nous avons d'abord manifesté le plus grand scepticisme concernant l'énormité des sommes mentionnées dans l'affaire du Lys d'Or. Il n'y aurait officiellement que 130 000 tonnes d'or dans le monde, sous forme de lingots, de pièces de monnaie et de bijoux. On prétend que l'Asie, qui représente 75 % de la population mondiale, ne posséderait que 5 % de l'or réparti dans le monde, statistique manifestement invraisemblable. En Occident, au moins, on nous serine la loi de l'or comme celle de la gravité. En réalité, personne ne sait vraiment combien il y a d'or. Nous ignorons quelle quantité en a été pillée par l'Espagne dans le Nouveau Monde car, dès que cet or parvenait en Europe, la plus grande partie disparaissait aux mains des grandes familles européennes de la banque, comme les Fugger et les Wesler, qui avaient financé la conquête du Mexique et du Pérou. Ce qu'ils en ont fait demeure un secret. Les économistes nous affirment que les riches posséderaient près de 23 milliards de dollars dont la plus grande partie reposerait sur des comptes offshore où le secret bancaire et les lois du pays permettent de dissimuler ces avoirs au fisc, à une épouse, un associé ou un client. Nous ignorons la fortune réelle des Krupp, des Rothschild, des Oppenheimer, des Warburg et des Rockefeller. Nous savons seulement que leur richesse ne date pas d'hier et qu'ils n'en ont rien perdu. Nous en savons encore moins sur l'or que pourraient détenir les grandes dynasties familiales d'Asie et du Moyen-Orient, les réseaux commerciaux et les syndicats criminels. Les riches dynasties européennes possèdent des banques et contrôlent des gouvernements,

ments ou aux banques, préférant garder leurs richesses sous forme de lingots d'or et de pierres précieuses. En Chine, cette méfiance absolue remonte à des milliers d'années. Nous pouvons raisonnablement penser que la quantité d'or existant en Asie est de très loin supérieure à celle que les Européens ou les Nord-Américains ont pu amasser au cours des quatre siècles écoulés depuis l'apparition du système bancaire (et du marché de l'or tel que nous le connaissons). Le gouvernement américain refuse de révéler la quantité d'or qu'il détient et le dernier audit de l'or de Fort Knox remonte aux années 1950. En résumé, il s'agit de l'un des secrets les mieux gardés au monde. Dans cet ouvrage, nous nous référons à des documents montrant comment des milliards de dollars de butin de guerre reposent aujourd'hui dans les coffres des plus grandes banques internationales, telles que la Citibank, la Chase, la Hongkong & Shanghai Banking Corporation (HSBC), l'Union de banques suisses (UBS) et bien d'autres. Citons, par exemple, le compte joint secret ouvert à la Sanwa Bank au Japon, aux noms du général MacArthur et de son vieil adversaire l'empereur Hiro-Hito – un compte si important qu'en 1982, il offrait un milliard de dollars d'intérêts par an. Nous révélerons comment le président Marcos a eu vent de l'existence de ce compte et en a profité pour faire chanter le gouvernement japonais.

Nous avons également consulté des documents bancaires signés par des cadres dirigeants dont nous avons contrôlé la signature. Nous avons aussi mené des entretiens avec des courtiers qui ont brassé d'importantes affaires dans le cadre du Black Eagle avec le trésor récupéré par le président Marcos.

Nous relatons les principales opérations de récupération de l'or après la guerre et leur déroulement aussi bien sur terre que sur mer. Entre 1945 et 1947, Santa Romana et Lansdale n'ont d'ailleurs récupéré qu'une partie du trésor. Dix ans passèrent avant que n'adviennent d'autres découvertes importantes. Il a fallu attendre le retour de certains Japonais aux Philippines, individuellement ou en groupes, venus réclamer leur part du magot. Lorsque Ferdinand Marcos accéda à la présidence des Philippines, il envoya à Tokyo une équipe d'officiers en compagnie d'un « officier japonais de haut rang [...] cousin de l'empereur Hiro-Hito ». Ce personnage mystérieux révéla à Marcos que le Japon avait caché aux Philippines un trésor d'une valeur de plus

de 100 milliards de dollars (valeur 1968) et qu'il faudrait « plus d'un siècle » pour le récupérer en totalité.

Nous avons obtenu l'exclusivité de l'accès à des archives composées de quelque 60 000 documents et à des centaines d'heures de bandes vidéo et audio enregistrées sur 25 années par Robert Curtis, spécialiste américain de la chimie des métaux et de l'exploitation minière, qui a récupéré en octobre 1975 huit milliards de barres d'or au bénéfice du président Marcos. Après avoir échappé de justesse à un assassinat par le président des Philippines, il a dû fuir ce pays. Fasciné par l'importance historique du trésor, Curtis a consacré tout son temps à rassembler des documents sur ce sujet. Au cours de son travail de récupération de cinq caches d'or pour le compte de Marcos, Curtis a pu étudier personnellement de nombreux sites du Lys d'Or. Il a donc une connaissance inégalée des techniques utilisées par les ingénieurs de cette organisation. Curtis a récemment attaqué en justice la succession Marcos en vue de récupérer sa part de l'or et s'est vu accorder par défaut une somme de 78 milliards de dollars.

Au cours des mois passés à travailler pour Marcos, Curtis a pu photographier 172 cartes originales préparées par des cartographes japonais et destinées au prince Chichibu.

Nous vous raconterons la saga de la récupération du *Op ten Noort*, un paquebot hollandais capturé par les Japonais et transformé en faux navire-hôpital, dont le Lys d'Or se servait pour acheminer en toute sécurité l'or vers le Japon. Après son retour au Japon en 1945, le navire fut sabordé au large de la base navale de Maisaru avec des milliers de tonnes d'or à bord. Le trésor fut récupéré en 1990.

Nous verrons également comment un groupe de hauts fonctionnaires américains et de généraux du Pentagone ont envisagé d'utiliser le trésor du Lys d'Or récupéré aux Philippines pour créer un nouveau complexe militaro-industriel dont ils assureraient le contrôle en partenariat avec la John Birch Society et la secte Moon. Ces faits ont été confirmés par des documents laissés par Ray Cline, ancien directeur adjoint de la CIA, et des enregistrements audio de ses associés dans « l'Entreprise »,

1 dont les généraux John Singlaub et Robert Schweitzer. Au cours des années 1980 et 1990, nombre d'amiraux et de généraux à la tête de l'Entreprise ont tenté de mettre en oeuvre de nouvelles récupérations du butin japonais abandonné dans les Philippines. Dans l'une de ces tentatives, plus d'un million de dollars fut gaspillé à creuser

un trou de 120 mètres, dont la plus grande partie sous l'eau, dans le vain espoir d'y trouver de l'or qu'y auraient entreposé les Japonais en 1942. L'Entreprise fit venir des nageurs de combat de l'US Navy ainsi que des chambres de décompression pour mener les fouilles à bien. Sans le moindre succès. Nous vous raconterons un certain nombre de leurs étranges mésaventures. Vous en conclurez certainement qu'il est urgent d'enquêter et de dévoiler tous ces faits.

Sur la côte de la province de Batangas, en dessous de Manille, on peut voir un site qui pourrait bien, un jour, se transformer en un parc à thème de l'organisation du Lys d'Or. Les Japonais y ont fait plusieurs tentatives de récupération au cours de ces dernières années. Surplombant la mer de Chine méridionale, il s'agit d'une grande pointe de terre creusée de si nombreux tunnels qu'elle ressemble à du gruyère. Comme elle comporte des emplacements de canons, on l'a surnommée « Les Canons de Navarone » (nous ne serons pas plus précis, car on nous a demandé de ne pas permettre son identification). Ce complexe, créé par les Japonais au début des années 1920, participait d'une stratégie à long terme visant à conquérir les Philippines. Un trésor y fut enfoui en 1944. Dans une petite baie abritée située au pied de la colline, on peut remarquer l'entrée d'un appontement souterrain destiné à un sous-marin ou une canonnière. Sur l'un des côtés de la baie on trouve un grand manguier qui servait de poteau d'amarrage aux sous-marins ou aux patrouilleurs. Ben Valmores s'y est rendu à plusieurs reprises en compagnie du prince Takeda. En 1999, il nous a confié qu'en 1944, il y avait vu une canonnière dont les amarres étaient fixées au manguier. On peut d'ailleurs encore distinguer des marques sur le tronc. A proximité, des entrées de tunnels apparaissent en différents endroits de la pointe de terre. Elles ont été scellées en 1944 avant que l'on y plante des bananes, du bambou et de la papaye. Chacune d'entre elles mène à un tunnel assez large pour permettre d'y faire circuler de gros camions militaires. Trois des entrées ont été rouvertes par des groupes de Japonais qui ont découvert des camions chargés d'or en barre. Ils étaient si contents de ce qu'ils avaient trouvé qu'ils négligèrent d'aller regarder plus loin. Les couloirs les plus reculés demeurent en l'état. D'où venaient tous ces trésors ?

Commençons par le commencement. Avec la Corée.

LISTE DES PRINCIPAUX PERSONNAGES

ACKERMAN, Robert H. : avocat à Washington, il a expliqué comment des ex-responsables de la CIA ont essayé de reprendre le contrôle des comptes de Santa Romana auprès de banques new-yorkaises.

ANDERSON, Robert B. : il a visité des sites avec MacArthur et monté le Black Eagle Trust avec le butin de guerre japonais avant de devenir membre du gouvernement Eisenhower.

ANGLETON, James Jesus : haut dirigeant de la CIA, il a utilisé les trésors de guerre japonais et nazi pour manipuler les élections dans la Grèce et l'Italie de l'après-guerre.

ASAKA Yasuhiko, prince : oncle de l'empereur Hiro-Hito, époux de l'une des quatre filles de l'empereur Meiji. Il a ordonné de Sac de Nankin, mais ne fut jamais poursuivi.

BARANGAN, général Santiago : ses notes adressées au président Marcos décrivent des conversations secrètes avec de hauts responsables japonais visant à récupérer le butin de guerre à Manille.

BELLI, Melvin : avocat célèbre à San Francisco. Il a poursuivi en justice la Citibank, l'accusant de s'être emparée illégalement du butin de guerre déposé sur les comptes de Santa Romana.

^BUSH, George H. W : président des États-Unis de 1989 à 1993. Il a rédigé une note personnelle au chef du PLD japonais, permettant ainsi à ^Alexander Haig de négocier une reconnaissance de dette « 57 » d'un milliard de dollars.

Ouvrages de Sterling Seagrave

The Marcos Dynasty USA, Harper & Row, 1988.
The Soong Dynasty USA, Harper & Row, 1984.
Yellow Rain, USA, M. Evans, New York, (traduction française, *La Pluie jaune*, Éditions du Seuil, 1983).
Soldiers of Fortune, Time-life Books, 1980.
Lords of the Rim, USA, Putnam, New York, 1980.

Ouvrages de Sterling et Peggy Seagrave

Dragon Lady USA, Knopf/Random House/Vintage, 1992.
La Dynastie du Yamato, Paris, Éditions Michalon, 1999.
The Yamato Dynasty, USA, Random House/Broadway Books, 2000.

*Traduit de l'américain
par Régina Langer et Marc Guichard*

Titre original : *Gold Warriors*
© 2002 by Sterling Seagrave and Peggy Seagrave

© 2002, Éditions Michalon pour la traduction française
35, rue Berger, 75001 Paris
ISBN : 2-84186-160-0

Sterling et Peggy Seagrave

Opération «Lys d'Or

Le scandaleux secret de la guerre du Pacifique
ou comment les États-Unis ont utilisé le trésor de guerre japonais
pour financer la guerre froide

ÉDITIONS MICHALON